

ÉDITORIAL

Par FABRICE ROUSSELOT

Ambigus

Il est des mots qui font naître le débat. Des mots ambigus qui dérangent, qui inquiètent et qui traduisent des maux profonds. Islamophobie est de ces mots-là, rejeté par les uns, adopté par les autres, instrumentalisé par beaucoup. La sémantique oblige à dire que le terme est impropre. Au sens premier, «phobie» signifie tout simplement «peur irraisonnée», avec une dimension paranoïaque. Comme si on avait peur des musulmans. Aller dans ce sens-là signifierait que l'islam représente une menace. Ce qui est une ineptie. C'est bien pour cela que le mot est piégé, puisque les extrémistes l'ont détourné à leur profit, en en faisant le paravent de toute critique de leur religion et en qualifiant tout incident d'«islamophobe». Tout cela avec la claire intention de remettre en cause le pacte républicain. Dans le même temps, on se doit de reconnaître que le mot est entré dans le langage courant, et recouvre aussi une réalité : celle d'un rejet antimusulman qui existe bien en France, avec des actes de racisme en augmentation. Dans un contexte si sensible, il serait bon de revenir au sens des mots et de s'interdire une bonne fois pour toutes le recours à celui qui fâche. Il n'y en a pas besoin. C'est à la justice de sanctionner toutes les discriminations antimusulmanes quand elles sont avérées, et c'est à la société de mieux les appréhender afin, notamment, de mieux les combattre. Pour le reste, l'islam – comme toutes les religions – doit s'accommoder des lois de la République dans le pays laïc qui est le nôtre. Et non le contraire.

Inventé par des anthropologues pour les uns, par des mollahs iraniens pour les autres, ce terme employé à l'envi dans le débat public n'est pas anodin.

Islamophobie : un abus de langage ?

Par ALICE GÉRAUD

C'est l'histoire d'un mot : islamophobie. Cinq syllabes venues percuter l'actualité ces derniers mois. Déstabilisant au passage les cadres traditionnels de pensée de l'antiracisme en France portés par la gauche laïque. Depuis le mois de mai et la plainte pour violences d'une jeune fille voilée à Argenteuil (Val-d'Oise), les signalements de cas de femmes voilées agressées se sont multipliés.

Il y en a eu un autre à Argenteuil, en juin. Puis à Trappes (Yvelines), en juillet. Et encore à Paris, en septembre, sur un quai de RER. Affaires ressemblantes : des femmes, jeunes, voilées, se font agresser par un ou deux hommes blancs, proférant des propos antimusulmans. Entre-temps, à Argenteuil comme à Trappes, il y a eu aussi des contrôles de police de femmes portant le niqab (interdit sur la voie publique depuis 2011) qui ont dégénéré en violences urbaines. Et beaucoup de choses se sont mélangées : les méthodes policières, le mal-être des banlieues, le combat contre les lois sur le voile et la question plus générale du rejet de l'islam en France. Et partout ce mot, en boucle mais souvent encadré de guillemets : islamophobie. Preuve de la mayonnaise montante autour de ce concept, une demi-douzaine d'ouvrages paraissent ce mois-ci sur ce thème.

Il est peu de dire que les médias ont fait preuve de prudence, voire de circonspection, face aux agressions de femmes voilées, en employant un conditionnel que les victimes et les associations de lutte contre l'islamophobie n'ont eu de cesse

de dénoncer. «Au lieu de s'intéresser aux actes, le réflexe premier des médias a été de mettre en doute la parole des victimes. On a considéré d'emblée que la parole de ces femmes musulmanes valait moins que celle d'autres victimes», explique Marwan Muhammad, le porte-parole du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF). Il est peu de dire aussi que les élus et les ministres ont marché sur des œufs.

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

Alors que les agressions contre les femmes voilées se multiplient, le débat se concentre depuis plusieurs mois sur le mot «islamophobie», instrumentalisé par certains extrémistes pour rejeter toute critique de l'islam.

de dénoncer. «Au lieu de s'intéresser aux actes, le réflexe premier des médias a été de mettre en doute la parole des victimes. On a considéré d'emblée que la parole de ces femmes musulmanes valait moins que celle d'autres victimes», explique Marwan Muhammad, le porte-parole du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF). Il est peu de dire aussi que les élus et les ministres ont marché sur des œufs. Créant un incroyable décalage entre les discours officiels policés et le feu qui a pris sur la Toile à partir de ces événements.

Enjeu des débats : la reconnaissance de l'islamophobie. Comme fait de société, mais également comme mot. Le fait de société a suscité peu de débats, à gauche en tout cas. Les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur et le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH) montrent une augmentation des actes racistes (+30% des actes contre les musulmans en 2012), mais aussi une dégradation de la tolérance générale de la société envers les pratiques religieuses musulmanes dans des proportions qui prêtent peu à la contestation. La reconnaissance du concept d'islamophobie est plus polémique. Jusqu'à devenir un enjeu politique. Parfois même un enjeu d'ordre public. Ainsi, lorsqu'à la veille de l'été la situation devient électrique à Argenteuil autour des agressions de femmes voilées et que l'on craint des émeutes, Jean-Luc Névache, le préfet du Val-d'Oise, prend la décision d'écrire noir sur blanc le mot «islamophobie» dans son communiqué, parce qu'il sent, nous explique-t-il alors, qu'il y a une «demande de reconnaissance de la part de la population qui passe aussi



par le choix des mots». Il ne le ferait plus aujourd'hui car, dit-il, «je me suis rendu compte qu'il faisait aussi l'objet de manipulations».

«GRAVE». Manuel Valls, ministre des Cultes, fait partie des farouches opposants à l'emploi du terme. Alors qu'au gouvernement, d'autres, comme François Lamy ou Najat Vallaud-Belkacem, l'emploient sans problème. «Certaines personnes utilisent ce terme de bonne foi pour dénoncer le racisme et la montée des actes antimusulmans. Mais ce qu'il faut constater aussi, c'est que ce concept est utilisé à des fins politiques par des adversaires de la démocratie et de la République. Ils veulent, de manière générale, imposer un autre ordre que celui de la République», assure le ministre de l'Intérieur, qui dénonce une «technique de l'amalgame». «Pour eux, s'attaquer à une mosquée, caricaturer librement le prophète ou encore faire appliquer la loi interdisant le port du voile intégral, tout cela est considéré comme de l'islamophobie». On ne peut, évidemment, accepter ce type de raccourci. S'en prendre à une mosquée est un acte inacceptable et grave. Caricaturer une figure religieuse relève de la liberté d'expression. Respecter la loi de la République est une obligation pour tous», insiste Manuel Valls.

Christine Lazerges, la présidente de la très officielle CNCDDH, demeure opposée à l'emploi du mot, lui préférant celui, «plus juste», de «racisme antimusulman». «Je préfère ce terme parce qu'il évoque une hostilité à un groupe humain et non à une religion et, surtout, il renvoie à des infractions pénales.» Mais la présidente de la



Un rassemblement le 22 juin à Argenteuil (Val-d'Oise), après l'agression de deux femmes voilées en pleine rue. PHOTO ALBERT FACELLY

Claude Askolovitch

NOS MAL-AIMÉS

Ces musulmans dont la France ne veut pas



RENCONTRES AVEC LA FRANCE MUSULMANE

Après avoir perdu son travail l'an dernier, le journaliste Claude Askolovitch est allé se promener. Il est parti à la rencontre d'une partie de l'Hexagone qui le titillait depuis plusieurs années : la France musulmane. Et à qui il devait sa brouille avec Franz-Olivier Giesbert, le patron du *Point*, journal alignant depuis un certain temps déjà les dossiers sur «cet islam qui gêne». Il a tiré de sa longue promenade *Nos mal-aimés, ces musulmans dont la France ne veut pas*, qui vient de paraître chez Grasset (18 euros). Écrit à la première personne, celle d'un «juif athée et laïc», le livre est une série de rencontres et de discussions avec ces Français musulmans revendiqués comme tels, pratiquants, voire fondamentalistes pour certains, que la République considère toujours comme «un corps étranger qu'il faudrait éliminer». Dans un tout autre registre, sort également cette semaine à La Découverte, *Islamophobie, comment les élites françaises fabriquent le "problème musulman"*, par les sociologues Marwan Mohammed et Hajjat Abdellali (lire leur interview sur *Libé.fr*). Ils décryptent comment les élites intellectuelles (Caroline Fourest en tête) et politiques ont participé, en multipliant les débats et controverses sur l'islam en France, à créer un problème et nourrir l'islamophobie ambiante. A.Gd

CNCDH n'est pas sûre de tenir longtemps sur cette ligne. Depuis plusieurs années, l'emploi du mot fait débat au sein de la commission. Les associations antiracistes traditionnelles, à l'exception du Mrap, sont dans le rejet pur et dur du terme. «Non seulement nous refusons ce mot, mais nous le combattons, ce qui ne veut pas dire qu'on ne combat pas aussi le racisme contre les musulmans», résume le président de la Licra, Alain Jakubowicz, pour qui le terme d'islamophobie «a été créé de toutes pièces par les représentants de la frange radicale de l'islam pour empêcher toute critique de la religion».

Une théorie à l'origine de la polémique, développée il y a dix ans par Caroline Fourest. A l'automne 2003, alors que le mot a surgi à la faveur des débats sur l'interdiction du voile à l'école, l'essayiste et journaliste consacrait un

chapitre entier de son livre *Tirs croisés* (coécrit avec Fiammetta Venner) et une tribune dans *Libération* à «l'ambiguïté de la lutte contre l'islamophobie». Enjoignant à bannir ce terme, elle explique alors qu'il a été utilisé pour la première fois en 1979 par des mollahs iraniens contre les femmes refusant de porter le voile. Une histoire reprise au mot près par des intellectuels, comme Pascal Bruckner, ou des politiques, comme Manuel Valls – qui cite d'ailleurs régulièrement Caroline Fourest. Qu'importe que cette histoire ne soit pas franchement exacte. «Un véritable mensonge» même, selon les sociologues Marwan Mohammed et Abdellali Hajjat, auteurs d'un ouvrage aussi engagé que fouillé sur l'islamophobie à paraître la semaine prochaine. Les deux chercheurs ont remonté toute l'histoire de ce mot. En fait de

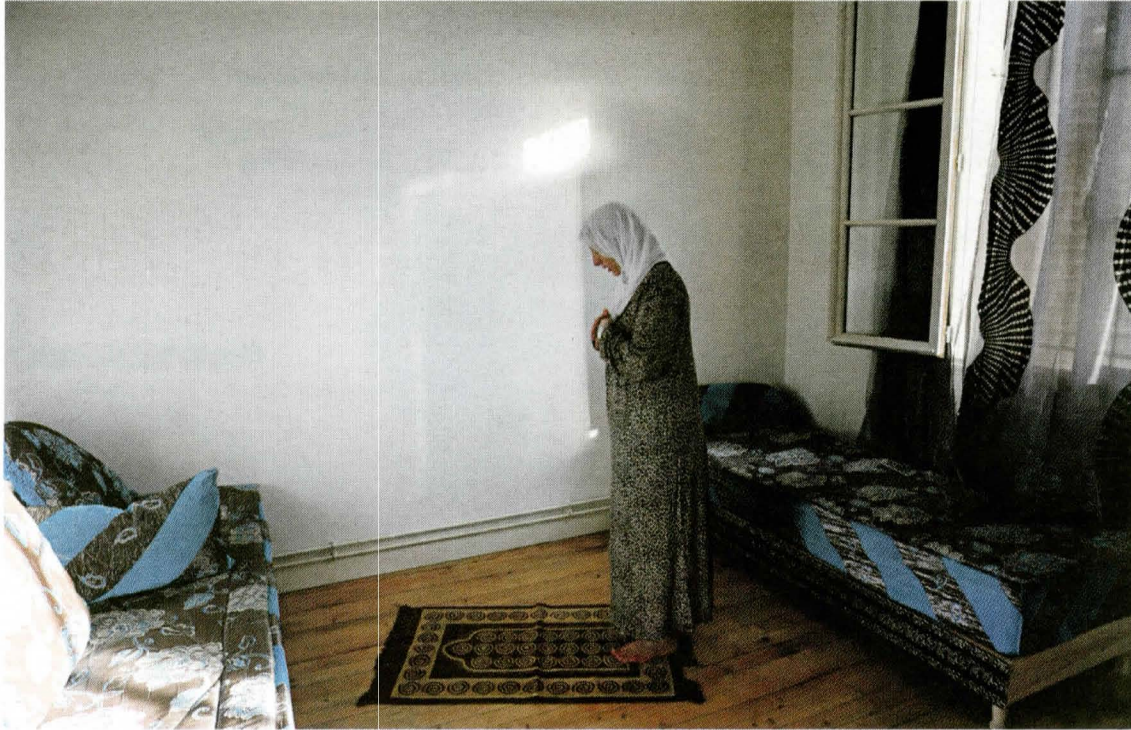
mollahs iraniens, ce sont des anthropologues français qui ont utilisé pour la première fois le terme islamophobie, et c'était en 1910. L'islamophobie est alors un principe d'administration coloniale en Afrique de l'Ouest, par opposition à l'«islamophilie». Il est réapparu dans l'espace public et a pris son sens politique dans les années 80, en Angleterre, avec la montée d'un racisme dirigé contre les communautés musulmanes, alors que celles-ci revendiquaient plus vivement leur identité religieuse.

«RINGARD». Caroline Fourest balaie aujourd'hui cette histoire de référence aux mollahs iraniens. «L'important, ce n'est pas de savoir si quelqu'un a parlé d'islamophobie il y a un siècle dans sa salle de bain, c'est le sens de ce mot», explique l'essayiste. Elle concède cependant avoir l'impression d'avoir perdu la bataille sémantique. «Le mot va gagner parce qu'il est court, parce que personne ne prend le temps de réfléchir à son sens et que celui de "racisme" est devenu ringard.» Elle regrette «qu'avec ce mot, les laïcs deviennent des racistes et les racistes passent pour des héros de la liberté d'expression». En face, les sociologues Marwan Mohammed et Abdellali Hajjat lui opposent une tout autre analyse, celle de la légitimation d'un «racisme acceptable», reposant sur la construction artificielle d'un problème musulman en France, alimenté par les récurrents débats sur le voile, le halal, les prières de rues... Selon Marwan Mohammed, «le déni du terme d'islamophobie est le déni de l'expérience de l'islamophobie. C'est pour cela que les gens le vivent très mal». ◆

TRAPPES: DU SURSIS REQUIS CONTRE MICKAËL KHIRI

Vendredi, s'est tenu à Versailles le procès d'une étincelle. Cette étincelle s'appelle Mickaël Khiri, un jeune converti à l'islam qui s'était opposé en juillet à Trappes (Yvelines) au contrôle de police de sa femme, convertie elle aussi et portant un voile intégral (interdit depuis de 2011). Le contrôle avait dégénéré. Le couple auteur de coups et d'insultes à l'encontre des policiers avait été placé en garde à vue. Quelques heures plus tard, des jeunes du quartier s'en prenaient au commissariat. La police ripostait.

Et Trappes connaissait trois nuits de violences successives. Très rapidement, différents collectifs contre l'islamophobie sont venus soutenir le couple et dénoncer à la fois le comportement «agressif» des policiers, mais aussi contester la légitimité de la loi de 2011, dite «loi antiburqa». Trois mois avec sursis et 1000 euros d'amende ont été requis contre Mickaël Khiri pour violence, outrages et rébellion. Mais l'audience semblait organisée en forme de rappel à la loi général. A.Gd



Une femme musulmane au moment de prier, chez elle à Mantes-la-Jolie (Yvelines). PHOTO YOUSSEF BOUDDLAL, REUTERS

Pour Raphaël Liogier, professeur à Sciences-Po Aix, l'islamophobie est une réaction occidentale à la mondialisation :

«Le populisme ne défend plus la race mais la culture»

Professeur de sociologie à Sciences-Po Aix, Raphaël Liogier publie mercredi *Ce populisme qui vient*, aux éditions Textuel. Est-ce pertinent d'accoler «islam» et «phobie» ?

Oui, si l'on prend la phobie au sens commun du rejet de l'islam. Au sens plus technique, il s'agit plutôt d'une tendance paranoïde, puisque l'on suppose une intention maligne du musulman. Si une mère de famille en foulard devient un problème de sécurité nationale, c'est bien que ce n'est pas le foulard en lui-même qui pose problème, mais l'intention sous-jacente de «nous» islamiser. Le Collectif contre l'islamophobie en France avait lancé à l'automne 2012 une campagne avec des affiches figurant le serment du Jeu de paume, emblématique de la nation française. Les personnages classiques avaient été remplacés par des individus semblant musulmans, d'autres juifs, d'autres chrétiens, des Noirs, des Blancs, des blonds, des rastas, pour exprimer la diversité, avec l'inscription : «Nous aussi nous sommes la nation.» Pour lutter contre une phobie, l'idée était vraiment bonne : rassurer sur le sentiment d'appartenance des musulmans à la nation. Mais ce fut un tollé, les affiches furent même interdites dans le métro, parce qu'elles ont été interprétées en sens inverse : le projet affiché de s'approprier «notre» nation!

Comment a été inventé ce concept d'islamophobie ?

Peu importe qui a prononcé ce mot en premier, probablement un intellectuel français, comme Maurice

Delafosse, critique de l'administration coloniale au tout début du XX^e siècle. Il est beaucoup plus intéressant de comprendre pourquoi Manuel Valls a besoin d'affirmer que ce mot a été inventé par un mollah iranien. C'est certes une manière de nier le phénomène du rejet de l'islam, mais surtout d'insinuer que la généralisation du mot islamophobie fait lui-même partie d'un plan musulman. Cette attitude est typique du populisme actuel, consistant à se faire le porte-parole du peuple des «vrais Français» qui seraient attaqués par de vicieux ennemis de l'intérieur.

Quelle symbolique a «le musulman» aujourd'hui en France ?

Nous sommes entrés, depuis le milieu des années 2000, dans une crise du récit collectif, dont témoignent les débats à répétition sur l'identité nationale. Les Européens n'arrivent plus à se raconter tels qu'ils voudraient être. Après avoir été le centre du monde, ils éprouvent le sentiment d'être encerclés, de ne plus compter face à la Chine, l'Inde, etc. Mais la globalisation, c'est trop impersonnel, il faut personnaliser l'objet de l'angoisse. Lui donner un visage, celui du musulman. Le populiste actuel joue sur ce sentiment d'encerclement général pour réunir les progressistes et les conservateurs au nom de la défense du peuple agressé. Le musulman s'avère alors très précieux parce que, pour les conservateurs, il figure la menace multiséculaire du sarrasin contre la

chrétienté, et pour les progressistes, il figure l'antimodernité.

L'islamophobie peut-elle être perçue comme un concept répondant à la propagande du groupucule Riposte laïque ?

Riposte laïque est issu de la gauche, mais proche de l'extrême droite. Typique de ce mélange contre-nature entre progressisme (défense de la laïcité) et conservatisme (défense de la nation éternelle)! Le nouveau FN est à la pointe de cette tendance, devenu nationaliste et socialiste (anticapitaliste et laïc, contrairement à Jean-Marie Le Pen qui est ultralibéral et chrétien traditionaliste). A travers la désignation de l'ennemi musulman symbolisant l'anti-Occident moderne comme traditionnel, le Front national est devenu le centre de gravité de la vie politique française, réussissant même à imposer dans les débats sa vision de la laïcité, qui n'est plus un principe juridique mais un morceau du patrimoine national à protéger, au même titre que la cathédrale de Chartres. Le populisme actuel, contrairement à celui qui a porté Hitler au pouvoir dans les années 30, ne défend pas la race mais la culture occidentale. On pouvait jadis décrier la culture juïque, parce que c'était celle de la «race juive». A l'inverse, parce qu'on ne peut plus être ouvertement raciste, si l'on veut dénigrer des Maghrébins, ce sera sous couvert de rejeter, non pas une race, mais une culture incompatible avec la «notre».

Recueilli par **WILLY LE DEVIN**

La peur des musulmans n'est qu'une forme de racisme non assumée.

L'islam, une religion prise aux maux

L'angoisse fait certainement plus peur que la peur. Quand on est angoissé, on ne sait pas «où est l'ennemi», «d'où vient la menace» – et on la redoute parce qu'elle pourrait venir de partout et de nulle part. Quand on a peur, on sait de quoi : du noir, de l'inconnu par qui l'on croit être suivi(e), des fantômes, du décollage ou de l'atterrissage de l'avion. La plupart du temps, on a raison d'avoir peur, même si on n'a pas peur pour les bonnes raisons : la peur suscite les saluaires réactions de fuite, d'évitement du danger. La gazelle a raison, face au lion, de s'échapper ! Mais parfois, la réaction

L'épouvante s'enclenche aussi devant des événements qui ne nous menacent pas : une araignée, une foule, un chat. On a alors affaire à une phobie.

d'épouvante s'enclenche devant des événements ou des présences qui ne menacent pas réellement notre intégrité physique, notre vie : une araignée, une foule trop nombreuse, un chat, un pigeon, le contact d'une barbe. On a alors affaire à une phobie.

Visibles. Dans la mythologie grecque, Phobos, fils d'Aphrodite (déesse de la beauté) et d'Arès (dieu de la guerre), frère de Déimos (terreur causée par la guerre), était la divinisation de la Peur. En psychologie, la phobie désigne cet état psychique caractérisé par la crainte, la répulsion, le dégoût irrationnels et incontrôlés éprouvés face à des personnes, des situations, des matériaux, des bruits, des animaux, etc. pouvant neutraliser toute tentative d'adaptation et toute liberté d'action. Le contenu psychologique à la base de la phobie ne coïncide guère, de prime abord, avec l'«objet» qui la cause, le sang (hémophobie), les crustacés (ostraconophobie), les arbres (dendrophobie), les poils (trichophobie), les grands espaces (agoraphobie), les objets pointus (aichmophobie), les boutons (koumpounophobie) ou autres. Sans en appeler à la psychanalyse – par exemple au cas clinique, traité par Freud en 1905, du «petit Hans», qui redoutait de croiser un cheval et d'être mordu par lui –, on peut dire que l'objet phobogène (tout peut l'être en vérité, des canards aux bicyclettes, du vagin à la calvitie ou aux mots trop longs : hippopotomonstrosesquippeda-

liophobie !), est une sorte de «contenant symbolique», dans lequel le sujet phobique «fait entrer» et concentre toute une série d'éléments inconscients qu'il refuse et qu'il projette, pour s'en défendre, à l'extérieur, les rendant ainsi «visibles» – autrement dit en transformant l'angoisse en peur. D'une certaine manière, mais d'une certaine manière seulement, la phobie, comme bien d'autres névroses, «protège», en ce qu'elle permet d'expulser un contenu psychi-

que ou un affect «senti» et considéré comme inacceptable (et, pour la psychanalyse, lié au non-dépassement du complexe d'Edipe). La phobie, en simplifiant beaucoup, est comme une canne qui facilite la marche, au sens où être terrorisé par les serpents ou les trains (sidérodromophobie) permet au moins de ne pas être totalement incapable de vivre parce que bloqué par des éléments inconscients que l'on ne sait «dénouer».

Attitudes. Mais on sait aussi que les cannes sont parfois si lourdes qu'elles empêchent elles-mêmes de marcher. De même pour la phobie, qui oblige à tant de stratégies d'évitement, et fait subir tant de terreur qu'elle «pourrit la vie». C'est pourquoi elle relève de la psychopathologie.

Dès lors, comment comprendre qu'on puisse parler de xénophobie ou d'islamophobie ? Est-ce pour en faire des attitudes relevant de la pathologie, dont on n'est pas responsable, pour en faire des troubles de l'inconscient, des «maladies» que l'on subit donc, et que l'on ne choisit pas, comme on ne décide pas un jour d'avoir la phobie des objets tranchants ou des araignées ? Les mots ne sont jamais neutres : parler d'islamophobie (ou d'homophobie ou de xénophobie...) évite en fait de dire qu'on peut volontairement, intellectuellement, culturellement, idéologiquement, politiquement, refuser l'altérité, rejeter l'autre – non pour ce qu'il fait, mais pour ce qu'il est –, bref, être raciste.

ROBERT MAGGIORI